Cahier de doléances du Tiers État de Cahan (Orne)

Aujourd'hui 1^{er} mars 1789, à l'issue des vêpres de la paroisse de Cahan, nous syndic soussigné, assisté du greffier ordinaire, nous nous sommes présentés au lieu accoutumé de délibérations, où se sont assemblés les habitants en général et possédant fonds de la paroisse de Cahan, pour délibérer et arrêter un mémoire des demandes, réclamations et remontrances qu'ils font et entendent faire pour le bien commun de l'État et des particuliers, aux fins d'être présenté à l'assemblée qui se tiendra en la ville de ¹ le cinq de ce mois prochain, par un député seulement qui va être nommé, leur communauté n'étant composée que de 100 feux ou à peu près, le tout en conséquence des annonces, publications et affiches qui ont été faites dimanche dernier et cejour d'huy, de l'Édit du roi du 24 janvier dernier, le Règlement y joint, pour la convocation des États généraux, et de l'Ordonnance de M. le lieutenant général de Vire du 18 de février aussi dernier, dont la lecture a été faite publiquement aux habitants, ² laquelle rédaction ³ a été procédé ainsi qu'il suit :

1° Les habitants de ladite paroisse de Cahan demandent qu'il soit établi au plus tôt dans la province des États particuliers, dont tous les membres soient librement élus par les citoyens qui y doivent représenter ;

2° Que ces États soient chargés de la répartition des impôts de la province, dont la quotité aura été déterminée dans l'assemblée des États généraux, qui doivent être supportés sans distinction par les trois ordres du royaume ;

3° Que ces États se tiennent tous les ans ;

4° Que la multitude des impôts soit réduite à un petit nombre et que nul impôt ne puisse être levé, ni aucune loi exécutée, que l'un et autre n'aient été arrêtés et délibérés dans les États généraux du royaume ;

5° Que les États libres et généraux du royaume se tiennent tous les cinq ans à même époque fixe qui sera déterminée dans la prochaine tenue, sans que jamais cette époque puisse être retardée sous aucun prétexte ;

6° Que la dette publique soit vérifiée et consolidée, afin qu'elle soit répartie selon les forces réelles des provinces et des personnes, sans aucune exemption ;

7° Que la liberté individuelle, le premier des biens, soit assurée par une loi solennelle qui maintienne les citoyens dans la propriété de leurs biens et les mette à l'abri des vexations des gens en place et des ordres arbitraires des ministres ;

8° Que le Code criminel soit changé : qu'il porte à l'avenir sur des bases justes et raisonnables, afin que les crimes soient toujours punis par la peine que la loi détermine, sans distinction des coupables ;

9° Que les gabelles, les aides, le tabac, la marque des cuirs, du fer, l'impôt sur les boucheries et autres soient à jamais supprimés, parce qu'ils font la ruine et le tourment de la nation, qui se chargera de verser au trésor royal la même somme que ces impôts désastreux y font entrer ;

10° Que la loi qui défend aux personnes du tiers état de posséder des fiefs sans payer le droit de franc-fief et que pareillement la loi militaire qui leur interdit les grades d'officiers soient abrogées comme injurieuses à la nation ;

11° Que toutes les abbayes des moines, excepté ceux des mendiants, soient supprimées et que les moines soient sécularisés et renvoyés chez eux, en leur donnant une pension viagère suffisante pour vivre honnêtement, qui sera fixée par les États provinciaux, et que le surplus de leurs revenus soit employé pour servir d'allègement aux impôts ;

12° Que la dîme royale soit ordonnée et établie sur tous les biens-fonds du royaume, parce qu'il sera donné

¹ Vire. Et à Tinchebray aussi !

² à

³ il

aux curés et vicaires, annuellement, une somme suffisante pour vivre honorablement, laquelle somme doit être fixée en égal au nombre des habitants de chaque paroisse, et autres circonstances qui seront fixées par les États généraux de chaque province ;

13° Que le tirage de la milice ne pourra être fait à plus de trois lieues de distance de chaque paroisse, afin que chaque particulier puisse aller et revenir le même jour, ce qui évitera des peines et des frais énormes aux paroisses qui se trouve⁴ éloignées de sept à huit lieues du commissaire ;

Au surplus, lesdits habitants croient à propos que le papier timbré ait lieu, afin que le commerce contribue un peu à l'impôt.

Les articles ci-dessus ont été arrêtés, lus et approuvés par l'assemblée générale des habitants de Cahan, après leur avoir donné lecture aux fins d'être présentés à l'assemblée générale qui se tiendra en la ville de ⁵ ledit jour 5^e mars prochain et être proposés en cette assemblée par M. Jean-François-Margueritte Lebailly, député seulement, ladite communauté n'étant composée que de 100 feux à peu près. Et l'ont nommé à haute voix. Auquel député, en tant que de besoin, disons donner et donnons pouvoir de ce faire suivant qu'il a été arrêté entre nous, tant en l'assemblée d'aujourd'hui que autres assemblées précédentes, comme aussi pouvoir, autorité et mandement spécial de faire en ladite assemblée de Vire] tout ce qu'il verra pour le bien-être de l'État et des particuliers, de se résoudre et conformer à ce qui sera délibéré et à y faire toutes autres choses requises et nécessaires.

Conclu et arrêté cedit jour et an, le présent fait double dont l'un sera délivré audit député et l'autre sera annexé aux minutes et registres du greffe, pour y avoir recours en tant que de besoin.

Ce que lesdits habitants ont signé après lecture faite.

⁴ trouvent

⁵ Vire